

Evolutions syriennes : le régime de Bachar al-Assad, l'Etat islamique et Washington

La lutte contre le terrorisme ne peut pas passer par Bachar al-Assad

mercredi 3 septembre 2014, par [LEVERRIER Ignace](#) (Date de rédaction antérieure : 27 août 2014).

Après avoir atermoyé durant plusieurs mois, et après avoir mené des attaques symboliques au cours des dernières semaines contre des positions de l'Etat islamique dans des localités dont celui-ci s'était rendu maître dans l'Est de la Syrie [1], l'armée syrienne s'est finalement lancée, dimanche 17 août, dans des raids sans précédent contre Da'ech, l'acronyme arabe de cette organisation, à Raqqa et ses environs.

Les activistes locaux ont été surpris par ce développement. Il constituait un changement radical de stratégie de la part du régime de Bachar al-Assad. Déçu de ne pas voir se concrétiser au cours de l'année 2012 les espoirs qu'il avait placés dans Jabhat al-Nusra [2], le Front de Soutien des Moudjahidin syriens à la Population de Syrie, adoubé par Ayman al-Zawahiri comme le seul représentant d'al-Qaïda dans ce pays, il avait fait montre de connivence avec l'Etat islamique d'Irak, dont les ambitions hégémoniques n'avaient pas tardé à se traduire, au printemps 2013, par l'adoption d'un nouveau nom : l'Etat islamique d'Irak et du Levant. Par opportunisme, il avait évité de prendre pour cible ses casernes et ses camps. Il s'était également abstenu de toute action sérieuse contre ses combattants. Après tout, ils provoquaient plus de morts dans les rangs de ses véritables « ennemis » - la population des régions « libérées », les activistes, les opposants, l'Armée libre et les autres groupes islamistes -, que parmi ses propres soldats et les mercenaires à son service, recrutés par lui sur une base confessionnelle dans l'ensemble du monde chiite pour renforcer son pouvoir chancelant.

Ainsi, le 10 juillet par exemple, des membres du bureau d'information de Raqqa annonçaient que *« des avions de guerre du régime ont attaqué des zones proches du siège de Da'ech - acronyme arabe de l'Etat islamique - comme s'ils cherchaient à détruire ce bâtiment et à tuer ses occupants. Mais leurs tirs n'ont atteint que des habitations de civils, faisant plusieurs victimes dont dix membres d'une même famille dans le quartier d'al-Fakhikha »* [3]. Ils soulignaient qu'une telle imprécision, si elle n'était pas toujours délibérée, était malgré tout tristement ordinaire de la part des pilotes des appareils syriens.

N'imaginant pas que l'armée régulière se lancerait un jour dans une telle série d'attaques - 23 raids en moins de 24 heures, dont 9 contre la ville de Tabqa et les alentours de son aéroport militaire, et 14 contre divers quartiers de la capitale régionale elle-même -, les activistes ont d'abord soupçonné que les bombardements du 17 juillet étaient le fait de l'armée américaine [4], engagée en Irak dans des opérations similaires contre Da'ech au bénéfice des kurdes, des chrétiens chaldéens et, surtout, de la communauté yazidie. Ils pensaient en percevoir des indices dans la couleur du camouflage inhabituel des appareils, dans leur bruit peu familier et dans la précision inattendue de leurs attaques. Celles-ci auraient en effet provoqué de 30 à 40 morts, selon les sources, en majorité parmi les djihadistes. Une dizaine de soldats du 93^e régiment que ces derniers détenaient dans leurs geôles auraient également péri sous les bombes. On devait apprendre plus tard que les avions en question n'étaient pas américains, puisqu'il s'agissait de Soukhoï... La nationalité de leurs pilotes - Syriens, Iraniens, Russes... ? - reste à cette heure inconnue.

* * *

Ce changement de stratégie militaire et ce brusque passage de l'attentisme à l'action s'expliquent, de la part du régime syrien, par au moins trois raisons.

1. Après avoir vu dans Da'ech un « allié objectif » dans la guerre qu'il avait décidé de mener dès la première heure contre le soulèvement populaire né à Daraa en mars 2011 et dans l'engrenage de la violence qu'il avait délibérément provoqué et entretenu, Bachar al-Assad a été contraint de prendre en compte les nouvelles ambitions du chef de l'Etat islamique. Pour confirmer ses prétentions, Abou Bakr al-Baghdadi s'était autoproclamé calife [5] - successeur du prophète Mohammed -, le 29 juin, sous le nom de Calife Ibrahim. Depuis lors, pour assurer son autorité sur la ville de Raqqa, siège de son califat... après avoir été à la fin du 8^e siècle la capitale temporaire du calife Haroun al-Rachid, il avait entrepris de débarrasser la région des dernières positions tenues par l'armée régulière.

Les responsables syriens s'étaient jusqu'alors accommodés des agissements de Da'ech et ils avaient mis en œuvre avec ce groupe une sorte de *modus vivendi* implicite. Aussi longtemps que les da'echistes s'étaient montrés moins soucieux de se battre contre les forces du régime que de s'emparer de villes et de villages déjà libérés, de contrôler les frontières avec la Turquie et l'Irak, de mettre la main sur les ressources de ces régions, d'enlever des journalistes et d'emprisonner les humanitaires syriens et étrangers, de supprimer les chefs militaires et spirituels des groupes armés concurrents, d'imposer aux simples citoyens des règles et des comportements dont ils prétendaient trouver la justification dans les préceptes de l'islam..., les forces de sécurité les avaient laissé faire. Elles avaient profité de la situation pour porter leurs coups ailleurs et, prenant à revers les combattants de l'Armée libre pris désormais entre deux feux, ils étaient parvenus à progresser sur certains fronts.

Mais, après la prise de la Base 93, au cours du mois de juillet, et la capture de la 17^e Division, au début du mois d'août, la chute de la base aérienne de Tabqa - la dernière enclave de l'armée du régime dans le gouvernorat... finalement elle aussi tombée le 24 de ce mois - aurait mis un terme à toute présence de l'administration civile et militaire dans cette région. Elle aurait ouvert la voie, vers l'est, à la conquête des derniers bastions du pouvoir dans le gouvernorat voisin de Deïr al-Zor, et mis sous la menace, vers le sud, les villes de Hama et de Salamiyé et la région de Homs [6]. Elle aurait gravement compromis l'acheminement par voie terrestre des armes et des renforts en direction des troupes engagées dans la reconquête d'Alep. Enfin, elle aurait mis en exergue, en comparaison, l'impuissance flagrante du pouvoir syrien à venir à bout des poches de résistance dans les gouvernorats encore sous son contrôle... autrement qu'en leur proposant des trêves ou des compromis, qui neutralisent les combattants mais qui ne règlent rien à la situation puisqu'ils aboutissent à une sorte de partage des pouvoirs au niveau local.

2. Il y avait par ailleurs urgence pour Bachar al-Assad à prendre les devants face aux récents développements en Irak. Il lui fallait dissuader les Américains, qui avaient commencé à bombarder les positions de l'Etat islamique et à entraver ses conquêtes dans ce pays, d'étendre leurs opérations en Syrie contre l'organisation djihadiste. Alors que l'administration de Barak Obama était restée jusqu'alors sur une réserve désespérante pour l'opposition syrienne et campait sur une ligne non-interventionniste désormais dénoncée jusque par l'ancienne responsable du Département d'Etat Hillary Clinton, des diplomates américains avaient affirmé, en recevant à Washington, au début du mois de juillet, le dénommé Caesar, l'auteur des photos montrant l'étendue de l'industrie de la mort mise en œuvre par le régime syrien [7], que, pour les Etats-Unis, il n'y avait place dans la Syrie nouvelle ni pour Da'ech, ni pour Bachar. Certes, de tels propos ne traduisaient pas - du moins alors... mais c'était avant l'exécution du journaliste James Foley - une volonté nouvelle et ils n'avaient pas valeur d'engagement. Mais les Américains venaient de suggérer à la Coalition nationale, qui représentait pour eux la légitimité en Syrie, de solliciter une extension de leurs

frappes et de leurs tirs de drones contre les sièges de l'organisation djihadiste. Son président, Hadi al-Bahra, avait réagi à cette invitation avec empressement. Au cours d'une conférence de presse organisée à Istanbul le 16 août, soit exactement la veille des raids de l'aviation syrienne, il avait officiellement demandé la mise en œuvre de ces menaces.

Bachar al-Assad se devait d'autant plus d'agir contre l'Etat islamique que, si les révolutionnaires, les activistes et les opposants syriens réfugiés à l'étranger avaient longtemps été isolés dans leur demande d'une « intervention militaire internationale », destinée à assurer la protection des populations et à garantir la survie du mouvement de protestation, la perspective de frappes étrangères contre Da'ech pouvait maintenant recueillir l'agrément d'une majorité de Syriens. C'est ce que tendaient à démontrer à la fois un récent sondage d'opinion et un nouvel article de l'opposant historique Michel Kilo.

En passant à l'action - une hypothèse aussi lointaine que douteuse à ce stade -, les Américains pourraient évidemment contribuer à alléger les pressions militaires que Da'ech exerce à présent sur les positions de l'armée syrienne. Ils leur rendraient en ce sens un signalé service. En revanche, ils priveraient Bachar al-Assad des bénéfices que celui-ci espère évidemment retirer de sa nouvelle résolution contre l'organisation terroriste, et ils risqueraient de donner à leur intervention une dimension dans le temps et l'espace qui ne feraient pas du tout son affaire.

Or, tous les Etats le savent, la préoccupation constante du régime syrien, qui ne se prive pas d'interférer au nord, au sud, à l'est et à l'ouest dans les affaires de ses voisins, pour le pire bien plus souvent que pour le meilleur, est de rester le seul maître chez lui. Il tient à régler ses problèmes à sa manière et à gérer son calendrier sans en référer à quiconque... sauf peut-être à ceux qui se sont désormais imposés comme des participants à la décision en Syrie à la faveur de la crise : les mollahs, les officiers et les moukhabarat iraniens présents en nombre sur l'ensemble du territoire syrien, d'une part, et, d'autre part, les experts civils et militaires en provenance de la Sainte Russie de Vladimir Poutine.

Bachar al-Assad se devait donc de montrer de quoi il était capable. Et pour prouver que sa nouvelle détermination n'était pas un feu de paille, il a ordonné à son aviation de poursuivre les jours suivants les raids entamés le 17 août, pour tenter de conserver la base aérienne de Tabqa et continuer de harceler les positions de l'Etat islamique, après la chute de cette dernière implantation, une semaine plus tard.

3. A plus long terme, il s'agissait enfin pour lui de démontrer à ceux qui en doutait encore qu'il pouvait être pour eux un allié dans la lutte contre le terrorisme islamique. Il avait échoué dans cette entreprise à Montreux et Genève, au début de l'année 2014, puisqu'il n'était pas parvenu à faire accroire à d'autres qu'à ses affidés et soutiens inconditionnels jusqu'en Occident, que la dégradation de la situation en Syrie tenait à la seule volonté des islamistes de mettre le feu à son pays avec le soutien d'Etats irresponsables, et qu'elle n'avait rien à voir, évidemment, avec la violence qu'il avait adoptée dès les premiers instants dans la répression du mouvement de protestation de sa population.

Il se devait de montrer sa force et les capacités de son armée, de manière à prévenir une comparaison entre son régime et le pouvoir de son « ami », le premier ministre irakien Nouri al-Maliki... qui venait d'être emporté par la tempête. Il ne fallait pas que l'on puisse imaginer que, comme dans le pays voisin, le retour de la sécurité et de la stabilité en Syrie passait par l'exclusion de celui dont les décisions inadaptées et l'incapacité militaire avaient favorisé l'explosion, le développement et la complexification de la crise.

Il devait faire oublier par sa fermeté ses longues périodes de complicité directe ou indirecte avec les

da'echistes, et, avant eux, avec des milliers de candidats au djihad. Le principal soutien actuel de l'Etat islamique en Irak n'est en effet autre que son obligé Izzet Ibrahim al-Douri, ancien haut apparatchik du parti Baath en Irak, à qui il a assuré durant de longues années le vivre, les soins et la sécurité à Deir al-Zor alors que sa tête était mise à prix à 10 millions de dollars par les Américains. Et il continue jusqu'à ce jour, tout en bombardant les hommes de Da'ech à Raqqa, à leur fournir des ressources puisqu'il leur achète la production de « leurs » champs de pétrole dans le gouvernorat de Deir al-Zor.

* * *

Alors que certains espèrent encore convaincre les opinions publiques, en France et dans le monde, que le retour en grâce de Bachar al-Assad est désormais inéluctable, une simple question de temps, il n'est pas inutile de mettre à nouveau en garde contre l'illusion qui consisterait à accorder la moindre confiance à l'héritier de Hafez al-Assad... dans ce domaine comme dans les autres.

La première décennie des années 2000 a fourni de nombreuses occasions de constater que les engagements que le jeune président héritier prenait vis-à-vis des autres chefs d'Etat n'étaient jamais tenus. Dans le meilleur des cas, avant d'être mis en œuvre, il fallait les lui acheter plusieurs reprises, à crédit et à un prix sans cesse revu à la hausse. Cette manière de faire, plus conforme à la mentalité affairiste d'un boutiquier des souks qu'à celle d'un chef d'Etat soucieux de construire des relations durables avec des partenaires de confiance, avait alors marqué « *les limites de la réinsertion de la Syrie dans le jeu régional* » [8].

Cette même décennie a aussi amplement permis de constater qu'il était vain de compter sur Bachar al-Assad pour lutter avec fermeté et constance contre le radicalisme islamique. Il est conscient de disposer avec ce « produit » d'un atout de poids, si ce n'est d'une exclusivité à l'échelle internationale, depuis les attentats de septembre 2001 et la priorité depuis lors donnée par les Etats-Unis et leurs alliés à la lutte contre le terrorisme. Il a par ailleurs été convaincu par son père qu'un statut d'acteur positif rapporte moins que celui - plus délicat et dangereux... - d'empêcheur de tourner en rond, de fauteur de trouble ou de boute-feu. Il a donc beaucoup plus souvent « accompagné » les groupes islamistes qu'il n'a cherché à les éradiquer. Ali Mamlouk, alors directeur général des Renseignements généraux, n'avait pas hésité à faire la promotion de cette stratégie lors d'une réunion à laquelle il s'était invité par surprise avec un officiel américain en visite à Damas, en février 2010. Il ne les a donc emprisonnés chez lui que pour leur interdire d'agir en Syrie, mais il n'a pas hésité à les relâcher dès lors qu'il savait ses moukhabarat capables de les manipuler dans les pays voisins, par exemple pour contrecarrer les projets américains en Irak ou pour entretenir l'instabilité au nord et au sud du Liban, d'où ses troupes avaient été chassées au printemps 2005 mais sur lequel il voulait maintenir son influence.

Surpassant son père dans le cynisme et le machiavélisme, Bachar al-Assad en est venu, en 2011 et 2012, à favoriser la création de groupes djihadistes en Syrie même. En libérant de ses prisons des centaines et peut-être des milliers de détenus dont il n'ignorait rien des intentions, il entendait discréditer les activistes, les révolutionnaires et les combattants de l'Armée libre, auxquels sa propagande les assimilait même lorsqu'ils n'avaient rien à voir avec eux. Il espérait ainsi les entraîner dans la spirale de violence qu'il avait lui-même déclenchée. Et il escomptait apparaître à la faveur de l'anarchie comme un moindre mal aux yeux de la communauté internationale. On a plus haut rappelé que l'apparition soudaine en Syrie d'Abou Bakr al-Baghdadi, au printemps 2013, n'est intervenue qu'après la constatation, fin 2012, que le Front de Soutien ne jouait pas pleinement son rôle d'épouvantail à l'intérieur de ce pays, du moins auprès des habitants des zones libérées.

N'ayant pas de politique de substitution ou n'ayant pas de politique du tout, puisqu'il refuse de négocier, de transiger et de partager la moindre once du pouvoir que son père lui a légué et qu'il

compte détenir à vie, Bachar al-Assad n'a nullement l'intention, quoi qu'il fasse ou affecte de faire en ce moment, de s'engager dans une confrontation sérieuse, durable et décisive avec l'Etat islamique. D'une part, parce qu'elle ferait le jeu de ses seuls véritables ennemis, les révolutionnaires civils et militaires qui ont lourdement payé au cours des mois écoulés les efforts consentis dans l'espoir de briser les ailes de ce ramassis de fanatiques. D'autre part, parce qu'elle le priverait d'un repoussoir dont il excelle à mettre en exergue les crimes abominables... pour mieux dissimuler les abominations criminelles de bien plus grande ampleur auxquelles il se livre lui-même, au vu et au su de tous comme à l'abri des murs de ses prisons. Enfin, parce qu'il risquerait de démontrer que son impuissance face à un ennemi aussi résolu que Da'ech le disqualifie pour une véritable lutte contre le terrorisme et réduit à néant sa prétention à un rôle de partenaire dans cette affaire.

L'option que certains préconisent d'une nouvelle alliance avec Bachar al-Assad se heurte à une autre difficulté. Au sein de ses partisans, certains doutent désormais à haute voix de la justesse de ses choix, de la pertinence de ses décisions, et, comme pour Saddam Huseïn, naguère incapable de remporter les guerres par lui-même déclenchées contre l'Iran d'abord, contre le Koweït ensuite, de ses compétences de chef suprême des armées et des forces armées syriennes. L'une de ses cousines, Falak al-Assad, n'a pas hésité, le 26 juillet dernier, à pourfendre sur sa page Facebook son impuissance à limiter le nombre des pertes dans les rangs des soldats et des officiers issus de sa propre communauté [9], qu'il avait abandonnés à une fin ignominieuse entre les mains des da'echistes, alors qu'ils assuraient la protection de la raffinerie d'al-Chaer ou défendaient le camp de la 17^e Division. En se rendant aux cérémonies de condoléances organisées sur la côte ou dans la montagne en l'honneur des militaires tombés au combat... quand leurs dépouilles sont restituées enfin et au compte-goutte à leurs familles, le général Ali Haydar, ancien chef des Forces spéciales, ne diffuse pas un autre message.

Bref, avec Bachar al-Assad, l'alternative n'est pas entre une coopération dans la lutte contre le terrorisme ou la poursuite de la guerre et de l'afflux des djihadistes en Syrie. C'est au contraire la garantie à la fois de la perpétuation en Syrie d'un cycle durable de violence et donc du maintien d'un certain niveau d'attraction des candidats au djihad en direction de ce pays. Afin d'espérer conserver une quelconque utilité, il a trop besoin des djihadistes sur son territoire, même et y compris au détriment de sa propre population, pour mobiliser durablement l'ensemble des moyens encore à sa disposition dans leur neutralisation. Et pour que nul ne s'y méprenne, il a demandé à son vice-ministre des Affaires étrangères de rappeler que, si la Syrie était décidée à lutter contre le terrorisme, elle était également décidée à le faire à sa manière et qu'elle ne tolérerait aucune intervention contre Da'ech ou l'un des autres clones d'al-Qaïda en Syrie sans une concertation étroite [10]. On ne s'étonnera pas : que resterait-il de Don Quichotte si on lui supprimait ses moulins ?

Les Etats-Unis ont bien compris ce qu'ils pouvaient attendre d'une coopération avec Bachar al-Assad dans ce domaine. Ils ont affirmé, le 6 août, qu'ils « *excluaient toute coopération avec la Syrie dans la lutte contre al-Qaïda* » [11]. Bien d'autres pays, dont la France, partagent depuis longtemps la conviction que ce n'est pas à un tel pyromane qu'il convient de faire appel pour circonscrire le feu qu'il prétend combattre... tout en s'employant à l'entretenir.

Ignace Leverrier

P.-S.

* « La lutte contre le terrorisme ne peut pas passer par Bachar al-Assad ». Blog Syrie (Le Monde.fr). 27 août 2014 :

<http://syrie.blog.lemonde.fr/2014/08/27/la-lutte-contre-le-terrorisme-ne-peut-pas-passer-par-bachar-al-assad/>

Notes

- [1] <http://syrie.blog.lemonde.fr/2014/06/18/bachar-al-assad-ne-combat-pas-daech-il-fait-semblant/>
- [2] <http://syrie.blog.lemonde.fr/2013/10/05/2012-en-syrie-lannee-de-lepouvantail-jabhat-al-nusra/>
- [3] <http://www.all4syria.info/Archive/156306>
- [4] <http://www.all4syria.info/Archive/162750>
- [5] http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/06/29/l-eiil-proclame-l-etablissement-d-un-califat-islamique-et-change-de-nom_4447568_3218.html
- [6] <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/260814/le-gouvernorat-de-homs-un-autre-fief-de-l-etat-islamique>
- [7] <http://syrie.blog.lemonde.fr/2014/03/16/hommage-a-cesar-heros-anonyme-parmi-tant-dautres-de-la-revolution-en-syrie/>
- [8] <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/ouvrages/9782110080103-afrique-du-nord-moyen-orient.-edition-2010-2011>
- [9] <https://www.facebook.com/bint.alsahil/posts/662005680560489>
- [10] <http://syriatimes.sy/index.php/don-t-miss/14177-miqdad-syria-is-fighting-against-terrorism-to-maintain-its-sovereignty-independence>
- [11] <http://blogs.wsj.com/washwire/2014/08/06/u-s-rules-out-working-with-syrias-assad-to-counter-al-qaeda/>